

Sites & Sols

Gamour à la Réunion - Episode 3: du laboratoire au terrain

Le 15 avril 2011 par Geneviève De Lacour

Le projet Gamour pour Gestion agroécologique des mouches de légumes à la Réunion est un projet innovant dans la protection des cultures maraîchères. Il réunit 12 partenaires dont la Chambre d'agriculture et le Cirad en associant des agriculteurs conventionnels, des agriculteurs biologiques et ceux qui pratiquent l'agriculture raisonnée.

Les mouches de légume ont été déclarées ennemi public n°1 à la Réunion. Les cultivateurs de cucurbitacées (essentiellement courgette, citrouille et chou-chou) subissent des pertes énormes (de 75 à 100%). Le Cirad, pilote du projet, et la Chambre d'agriculture qui le coordonne, ont décidé de travailler avec une quarantaine d'agriculteurs répartis sur les communes de l'Entre-Deux -où il ne restait plus que 3 hectares de chou-chou-, Petite-Ile -propice au maraîchage- et le cirque de Salazie -connu pour ses champs de chou-chou. Au total, il s'agit donc de 3 zones pilotes, plus 3 fermes expérimentales biologiques.

Guy Hoareau est maraîcher depuis 25 ans, il cultive salades, carottes et courgettes. *«Sur les parcelles de courgettes, nous avions trop de mouches. Au début, j'appliquais un traitement tous les 3 ou 4 semaines, puis j'ai commencé à traiter presque tous les jours. Devant l'absence de résultat, il y a plus de 4 ans, j'ai arrêté la culture des courgettes.»* L'agriculteur de Petite-Ile continue: *«Quand le Cirad m'a contacté, j'ai accepté de donner une petite parcelle. Les techniciens venaient sur le terrain et nous expliquaient comment faire. Le système est facile à mettre en place. Et dès la première année, j'ai pu voir les résultats.»*

«Au début, nous avons eu beaucoup de mal à nous faire entendre. Les agriculteurs étaient très réticents à abandonner les traitements phytosanitaires. Même s'ils se rendaient bien compte que ces traitements ne servaient à rien», relate Jean-Philippe Deguine, qui est à l'initiative du projet et qui a connu des réunions houleuses pour sa mise en place.

Pascal Rousse, coordinateur technique à la Chambre d'agriculture, est chargé de l'application de Gamour sur le terrain. Il explique: *«La Réunion a évolué d'une agriculture familiale à une agriculture plus intensive». Les cycles de cultures sont plus étalés dans le temps et ces cultures sont beaucoup moins diversifiées, «du coup, les équilibres bio-écologiques ont été cassés. Les auxiliaires de culture, tous les ennemis naturels des mouches, les prédateurs et les parasitoïdes ont été éliminés par les traitements aux pesticides»,* complète-t-il.

«On a mis du temps à casser les équilibres, il faut du temps pour les rétablir» rajoute Jean-Philippe Deguine. *«Nous agissons à l'échelle d'un bassin versant, d'un village, et la gestion doit être concertée avec les agriculteurs. L'équilibre ne peut être rétabli si la parcelle d'à côté est encore régulièrement traitée (aux pesticides).»*

Pascal Rousse continue: *«Nous insistons beaucoup auprès des agriculteurs que nous formons, sur l'importance de la prophylaxie. Une courgette piquée devient un nid à mouches. La mouche adulte se sert du fruit comme site de reproduction. Il faut donc éliminer tout ce qui traîne dans le champ, en le donnant aux cochons ou bien en le jetant dans l'augmentorium.»*

«Au final, nous sommes gagnant.» Le point de vue d'Eddy Barret est clair et définitif. *«Je cultivais la courgette, mais de décembre à mars, ce qui correspond à la saison chaude et humide à la Réunion et donc à une période critique, je subissais jusqu'à 90% de perte. J'avais eu l'idée de faire de l'agriculture raisonnée, mais le projet ne s'est pas concrétisé. Alors quand la Chambre d'agriculture avec le Cirad sont venus nous voir, je me suis dit pourquoi ne pas expérimenter Gamour?»*

Et l'agriculteur de compléter: *«Lorsque nous plantions de la courgette, on traitait 2 à 3 fois par semaine, sans résultats. Le plus contraignant, c'est l'augmentorium, qui nous contraignait à ramasser les fruits piqués; mais maintenant il y a très peu de perte. Planter une bordure de maïs demande aussi un effort supplémentaire. Mais le résultat est là: presque plus aucune perte sur ma dernière récolte.»*

Si très peu de pesticides sont utilisés, les abeilles (parasitoïdes) reviennent féconder. Sur chacun des fruits, les agriculteurs Gamour observent la présence d'une ou deux abeilles. En outre, la fécondation des mouches a disparu. *«C'est le genre de chose que nous aimons entendre, ça veut dire que les équilibres se sont rétablis, les auxiliaires de cultures ont recolonisé la parcelle»,* complète Jean-Philippe Deguine.

Sergio Victor, maraîcher à Salazie, explique qu'il a récemment constaté des vols de chou-chou sur ses parcelles. Preuve que sa production fait des jaloux. *«Avant je traitais comme un fou, 2 fois par semaine. Et je perdais 75% de ma production à cause des mouches. J'étais réticent à participer au projet parce que j'avais peur de perdre encore plus. Maintenant, avec le parapluie chinois qui contient du synéis, les pièges sexuels et l'augmentorium, je n'ai plus que 25% de pertes. De plus, traiter coûtait cher, les produits phytosanitaires ne sont pas donnés. Alors que maintenir le dispositif du Cirad n'est vraiment pas onéreux. Il faut juste acheter du synéis pour les pièges puisque l'augmentorium nous a été fourni par la Chambre d'agriculture.»*

Président d'une association d'agriculteurs à Salazie, l'homme se sent également concerné par la santé de ses collègues qui traitent leurs champs sans se protéger. *«En fait, j'aimerais donner l'exemple aux jeunes. Je voudrais leur montrer qu'avec très peu de moyens on peut obtenir un résultat. Et puis, le premier à être atteint par les pesticides, c'est l'agriculteur, avant même le consommateur. La course au rendement nous fait prendre des risques pour notre santé.»*

Mais si le principe Gamour n'est pas appliqué dans les règles de l'art, le dispositif n'est pas efficace. *«Il vaut mieux aller lentement et bien appliquer la méthode. Par exemple, si trop de synéis est appliqué, il se transforme en répulsif»,* explique Jean-Philippe Deguine. *«Il faut accompagner les*

agriculteurs, les sensibiliser, les former», conclut le chercheur.